

VENDREDI 17 AVRIL 2015

« Voir » *la fin de la civilisation industrielle.*

- = Ron Paul: les USA au seuil d'une crise financière catastrophique p.1
- = Mise en garde contre l'effondrement de l'économie américaine (article en reprise) p.2
- = « Hoooo, finalement la croissance US... eh ben elle baisse ! » p.5
- = USA : Walmart ferme 8 magasins pour 6 mois sans préavis ! P.11
- = Le deuxième cycle de la crise sera bien plus important que la catastrophe de 2008 p.14
- = Mais... qu'est-ce qu'une guerre monétaire, au juste ? p.17
- = Etats-Unis: Jamais les stocks de pétrole n'avaient été aussi hauts depuis au moins 80 ans ! p.18
- = Pétrole : le chant du cygne de l'OPEP ? p.19
- = « C'EST DIFFICILE, C'EST LA DÉMOCRATIE... » p.20
- = La BCE abandonnera son assouplissement monétaire p.23
- = Joyeuseté du jour... [une stratégie que l'on appelle *la désinformation*] p.24
- = Comment expliquer la forte hausse des faillites d'entreprises cotées aux Etats-Unis au premier trimestre? p.26
- = Maintenant, pour retirer un billet de 500 euros en Espagne, il faut laisser son identité p.28
- = Fuite des capitaux de Grèce : encore 5,27 milliards d'euros en mars p.30
- = La dette du monde est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était avant l'accident de 2007 ! p.31
- = Raffinage : quand l'Europe perd pied p.32
- = Première baisse de la production de pétrole de schiste en 4 ans p.34
- = Le pétrole finit en nette hausse p.35
- = Russie : les faillites se multiplient dans le secteur bancaire p.36
- = Pire que la bombe nucléaire ou que la fonte des glaces, voici ce qui pourrait entraîner la fin de l'humanité... p.37



Ron Paul: les USA au seuil d'une crise financière catastrophique

Ken Teegardin fr.sputniknews.com/ 16 avril 2015



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=hy-NWjxcItE

Un homme politique américain prédit une crise financière terrible aux Etats-Unis, suite à l'éclatement de la bulle spéculative du dollar.

Les Etats-Unis sont sur le seuil d'une "crise financière catastrophique", a déclaré sur la chaîne de télévision CNBC l'homme politique américain Ron Paul, ancien membre de la Chambre des Représentants.

Selon lui, cela se produira suite à un éclatement de la "bulle" spéculative du dollar quand le cours des titres augmentera excessivement par rapport à la valeur réelle des actifs. Tôt ou tard, une telle bulle financière "éclate", ce qui engendre des conséquences économiques terribles.

M.Paul fait remarquer que bien que les positions du dollar américain soient à présent les meilleures sur les 12 dernières années, cela ne signifie pas que le dollar est une monnaie puissante. Le dollar n'est puissant que par rapport aux autres monnaies.

"Les principaux indicateurs économiques sont désastreux. Quand plus de la moitié de la population arrive à peine à arrondir ses fins de mois, on a lieu de constater que l'économie est dans un état déplorable", a conclu le politique américain.

Il n'a pas pu préciser quand la "bulle du dollar éclaterait", mais a toutefois indiqué que cela se produirait "rapidement et de façon inattendue".

Mise en garde contre l'effondrement de l'économie américaine

Par [Mac Slavo – ShtfPlan](#) et publié sur Blog de la résistatnce **26 mars 2014**

[Article en reprise (mars 2014) pour voir si la situation s'améliore ou se réalise selon ces projections de John Williams, fondateur de ShadowStats.]



Un peu plus tôt cette semaine, nous notions que l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine pourrait entraîner une [destruction totale des marchés des](#)

actions américains. Il ne s'agit pas tant des conséquences de l'usage de la force que des manœuvres économiques qui pourraient l'accompagner si la Russie décidait de continuer en ce sens.

John Williams, économiste réputé et fondateur de Shadow Stats, semble être d'accord. Si la Russie commençait à se débarrasser de ses dollars, elle pourrait causer non seulement l'effondrement de nos marchés financiers, mais aussi de notre mode de vie. Bien que la Russie ne dispose pas à elle seule du pouvoir économique de réduire à néant l'économie des Etats-Unis, si ses partenaires commerciaux et alliés tels que la Chine se joignent à elle, ainsi que quelques investisseurs suspicieux, la situation pourrait se traduire par un véritable bain de sang à l'échelle globale.

Ce ne serait pas un problème si l'économie des Etats-Unis était en bonne santé, mais comme le note Williams dans un entretien avec USA Watchdog, elle en est bien loin :

Ce que vous devez garder à l'esprit, c'est qu'en 2008, les Etats-Unis ont traversé l'une des plus grosses crises financières de leur histoire. Le système était sur le point de s'effondrer.

La Fed et le gouvernement ont dépensé tout l'argent qu'ils pouvaient, tout ce qu'ils pouvaient créer et tout ce qu'ils pouvaient garantir. Ils ont fait tout leur possible pour sauver le système de l'effondrement. Ils ont garantis tous les comptes en banque. Ils ont sauvé le système. Mais aujourd'hui, ce qu'ils ont fait n'a rien changé. Nous n'avons pas traversé de reprise économique. Le système bancaire n'a pas été assaini.

Le système est donc vulnérable. Et si les Russes mettaient leur menace à exécution, le système pourrait bel et bien s'effondrer.



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=9LSHdkaCLOA

(Vidéo : [Alt Market](#))

Une hyperinflation pourrait en découler. Il s'agit là d'une circonstance qui ne permettrait pas à la vie telle que nous la connaissons de continuer, parce que nous savons que les Etats-Unis seraient incapables de supporter une hyperinflation.

Ils ne sont pas structurés pour ça. Le Zimbabwe a traversé l'une des pires hyperinflations de l'Histoire.

L'hyperinflation y a été si rapide que la devise du pays a fini par ne pas valoir plus que du papier toilette en l'espace d'une seule nuit. Mais les gens pouvaient avoir recours au marché noir et échanger leurs billets contre des dollars. Aux Etats-Unis, nous n'avons pas de marché noir pour nous débarrasser de nos dollars. L'or est probablement ce qui s'en rapproche le plus. Il y aurait un ralliement sur l'or aux Etats-Unis si les gens vendaient leurs dollars, à défaut d'une intervention massive de la part de la banque centrale.

Les lois fondamentales finiront par dominer, et ce qui en découlera sera un faible dollar et un or plus solide que jamais.

A l'heure d'aujourd'hui, même sans l'intervention de la Russie et de la Chine, notre système économique fait face à un sérieux désendettement. John Williams souligne que les ventes au détail du mois de janvier, qui sont un indicateur de santé économique, indiquent qu'une [récession approche](#), si elle ne s'est pas déjà développée.

Staples, une chaîne nationale de matériel de bureau, est sur le point de fermer 225 magasins. Et la société n'est pas la seule à souffrir du ralentissement des dépenses. Le plus gros vendeur au détail du monde, Walmart, a enregistré une baisse de ses ventes de 20% sur un an depuis le premier trimestre de 2013.

Comme l'a un jour dit [Gerald Celente](#), « pour savoir comment vont les Etats-Unis, il suffit de regarder Walmart ».

La Russie peut très certainement se contenter d'attendre que les Etats-Unis plongent dans un coma économique d'ici quelques années. Si son intention est de redevenir une puissance mondiale, s'en prendre à l'économie américaine en se débarrassant de ses dollars ne ferait qu'accélérer le

processus et amplifier la chute des Etats-Unis pour engendrer une dépression multi-générationnelle.

L'an dernier, Obama a fait face à la Russie sur la question syrienne, ce qui aurait pu entraîner un conflit de bien plus grande échelle.

Les mêmes joueurs ont aujourd'hui déplacé leur plateau de jeu en Ukraine.

Dans les deux cas, nous avons entendu parler d'un possible effondrement du système économique des Etats-Unis.

Peu importe qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Ukraine ou de l'Iran.

Il devrait être clair que c'est ce qui se passera pour ce qui concerne le dollar.

La Chine et la Russie passeront à l'action quand elles seront prêtes.

Et ce jour-là, l'implosion sera si violente que la plupart des Américains ne sauront pas ce qu'il se sera passé ni comment y faire face.

« Hoooo, finalement la croissance US... eh ben elle baisse ! »

Charles Sannat 17 avril 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

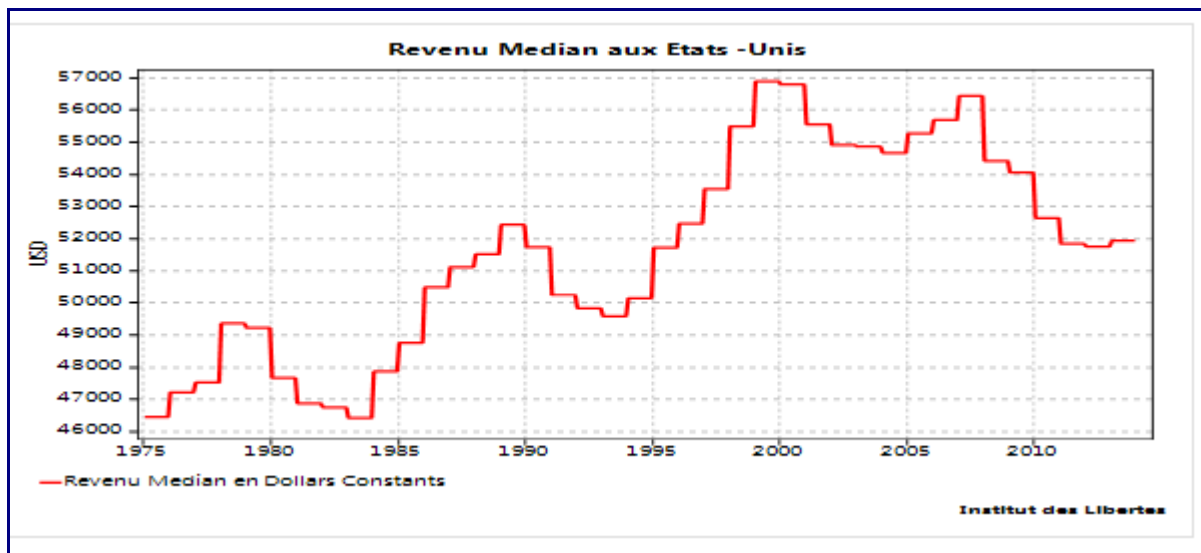
Bon, je suis désolé mes chers amis, mais je n'ai pas pu résister à l'envie irrépressible de dire à ma femme (pour qui la croissance américaine est en train de nous sauver, ainsi que l'euro bas et le pétrole pas cher) que c'est bien Bibi qui avait encore raison...

Eh oui... « Je vous l'avais bien dit !! ». Hooo rassurez-vous, personne n'ose encore parler de récession américaine, pourtant on s'en rapproche bigrement.

Tout d'abord, petit rappel sur la version officielle de la formule de la croissance magique

Pour mémoire, souvenez-vous du raisonnement officiel. Grâce à des taux bas, des injections monétaires massives de la FED (les QE), un prix du pétrole au plus bas qui redonne du pouvoir d'achat aux ménages américains, alors la croissance est de retour, et elle sera forcément de plus en plus forte. Elle va ensuite tirer la croissance mondiale et nous serons tous sauvés des eaux... Youpi et tralala !!

Sauf que rien de tout cela ne se passe et c'est assez logique. La population vieillit... Nous sommes donc dans un « choc » démographique qui est en réalité profondément inflationniste. À cela s'ajoute le poids des gains de productivité liée aux technologies et le poids des délocalisations-mondialisations-globalisations qui fait perdre des usines et des emplois pour en ouvrir certaines là-bas et en remplacer d'autres par des robots. Du coup, les salaires baissent tout simplement, comme le montre ce graphique que vient de publier notre ami Charles Gave – dont je ne partage pas toutes les thèses libérales, ce qui ne l'empêche pas de faire un travail remarquable qu'il est utile de suivre.



Comme vous le voyez il est au plus bas depuis 20 ans. Rien que ça !

Le pétrole peu cher n'a pas non plus aidé à relancer ni la consommation, ni l'investissement, ni l'emploi. Encore une fois, c'est normal. Le taux de chômage est bien plus élevé que ce que l'on veut bien dire et vous savez à quel point la participation à la population active a reculé aux USA.

Alors face à cette énorme croissance (grand rire), la FED devait relever ses taux d'intérêt... Oui, figurez-vous que l'on redoute la surchauffe économique (re grand rire). On en est évidemment très loin, bien loin, trop loin et ce n'est pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme sur le retour de la récession et la « fin » de cycle américaine qui se profilait !

USA : la croissance perdure mais le dollar fort pèse, dit la FED

C'est une dépêche très « subversive » de l'agence de presse Reuters reprise par le non moins subversif site des Échos qui marchent sur des œufs en essayant de nous expliquer que le ralentissement de la croissance américaine n'est pas inquiétant...

Donc on commence par du positif, il faut être positif, hein, les amis !!

« L'activité économique a continué de progresser aux États-Unis de mi-février à fin mars mais la vigueur du dollar et la faiblesse des cours du pétrole pèsent sur le secteur manufacturier, a déclaré mercredi la Réserve fédérale. »

Tiens, c'est pas moi qui le dit c'est la FED pour qui la baisse du pétrole, finalement, n'est pas une si bonne nouvelle que cela... Et encore, on ne parle pas, pour le moment, des 5 400 milliards de dollars de crédits faits à l'industrie moribonde du gaz de schiste US... Ça va être saignant dans les prochains mois.

« Dans son Livre beige, rapport sur la conjoncture rédigé sur la base des informations transmises par l'ensemble des grands districts de la FED, la banque centrale rapporte que la plupart de ses agences régionales ont fait état d'une croissance progressant à un rythme « modéré » ou « modeste... »

On peut traduire cela par un ralentissement constant de la hausse de la croissance qui n'a jamais existé... Enfin, si, mais uniquement parce que pour faire 1 dollar de croissance nouvelle, la banque centrale ou l'État fédéral (au choix) font en moyenne 4 dollars de nouvelle dette... Sauf qu'avec un ratio de 1 pour 4... on va 4 fois plus vite dans le mur ou dans le fossé, selon votre goût.

« La demande pour les produits manufacturés a été mitigée au cours de la période étudiée. L'affaiblissement de l'activité a été imputé en partie au dollar fort, à des cours du pétrole en baisse et à des conditions météorologiques hivernales difficiles... » Heureusement que la météo a été

mauvaise car en hiver, il fait froid et l'été, il fait chaud. C'est comme ça depuis la nuit des temps... Bon, remarquez, cette fois-ci ils y vont mollement sur la météo, c'est moins grossier que l'année dernière.

« Ce rapport évoque des tendances déjà apparues dans certains indicateurs macroéconomiques. Il signale une baisse de l'investissement dans le forage pétrolier et gazier et relève que des suppressions d'emplois ont en conséquence été signalées dans de multiples districts... »

Et en plus le chômage, qui n'a jamais baissé, repart lui aussi à la hausse...

USA : l'indice Empire State en territoire négatif

Jacques Chirac disait que les « emmerdes ça volent en escadrille »... C'est évidemment vrai, peut-être empirique mais nous l'avons tous constaté.

C'est ainsi que cette information reprise par CercleFinance.com (un truc de finance vachement subversif lui aussi) nous apprend que « l'indice 'Empire State' de la FED de New York est ressorti à -1,2 point au titre du mois en cours, à comparer à +6,9 points en mars et alors que les économistes tablaient a contrario sur une légère progression autour de 7,3 points »...

Bon, pour la faire courte... Ça pue méchamment côté prévision de croissance à venir chez nos grands zamis les Ricains.

Ah oui petite précision utile... « L'indice 'Empire State' est un indicateur avancé censé fournir une tendance des conditions de l'activité industrielle dans l'ensemble des États-Unis.

En baisse par rapport au mois précédent, il est de surcroît désormais inférieur à zéro, ce qui témoigne d'un ralentissement de l'activité du secteur manufacturier. »

Conclusion...

Il n'y a pas de reprise aux USA autonome, forte et durable. Il n'y a eu que les effets de nouvelles dettes et d'injection de fausse monnaie dans le circuit économique. Maintenant que la FED a cessé ses injections monétaires (officiellement), l'économie reprend sa pente déflationniste naturelle. C'est donc logiquement que nous allons voir les USA retourner en récession.

Ceci est très grave dans tous les cas et voilà ce qu'il va se passer. Les Américains ne font rien. Alors l'économie s'effondrera dans un immense

fracas et toutes les mégabulles que nous avons créées nous exploserons à la figure avec des conséquences assez cataclysmiques (pensez à vos boîtes de raviolis).

Soit les autorités monétaires interviennent massivement en injectant des tombereaux d'argent fraîchement imprimé, et nous ferons un pas de plus vers l'hyperinflation et le QE n°4 qui est sans doute la solution qui, au bout du compte, sera retenue.

Dans tous les cas, ce qui se passera sera excellent pour l'or et l'argent, et nettement moins bon pour les peuples...

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Les défaillances d'entreprises progressent bien plus vite que les créations !!

Voici encore une nouvelle preuve de la robustesse de la croissance actuelle et évidemment de la croissance future. Plus les entreprises ferment et moins il y a de créations, moins évidemment – et c'est facile à comprendre – il y aura d'emplois demain.

Ainsi, d'après cet article de *La Tribune* qui relaie une dépêche de l'AFP, « les défaillances d'entreprises d'un seul salarié explosent de 54 % tandis que celles de deux salariés augmentent de 8 % ».

Ce n'est évidemment pas très bon comme chiffre.

Plus grave, on apprend par cette étude du cabinet spécialisé Altares que « de janvier à mars 2015, quelque 18 134 entreprises ont ainsi été placées en procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire contre 16 858 un an plus tôt. Le nombre d'emplois menacés dépasse 66 000, au plus haut depuis 2009. Cette année-là, les défaillances d'entreprises avaient augmenté de 11 %, plus de 63 000 jugements d'ouverture de procédures étant été prononcés ».

Vous devez donc comprendre qu'en réalité, il n'y a aucune reprise mais qu'au contraire tous les indicateurs montrent que nous risquons de vivre une nouvelle récession de la même ampleur et pourquoi pas plus grave que celle de 2009...

Charles SANNAT [Source La Tribune ici](#)

Ron Paul : les USA au seuil d'une crise financière catastrophique

En tout cas, c'est bien vers une nouvelle crise que l'on se dirige. La question c'est quand et comment la banque centrale réagira.

Charles SANNAT

Chine : la société CSR lance un bus électrique à chargement ultrarapide

J'ai écrit il y a quelques jours sur la transition énergétique qui sera une grande déception pour les entreprises françaises. En effet, les Chinois ne comptent pas laisser la révolution verte aux Européens, et encore moins aux Français, et projettent bien d'en profiter en créant une filière de toutes pièces.

C'est ainsi que vous allez voir émerger après une industrie du panneau solaire, qui a détruit en moins de 12 mois toute l'industrie allemande de ce secteur, une industrie tournée autour des véhicules électriques.

Ce n'est évidemment qu'un début et sur tous les marchés, le géant chinois sera présent et va s'avérer un concurrent absolument redoutable.

Charles SANNAT

USA : Walmart ferme [8 magasins selon mes informations] pour 6 mois sans préavis !

Pardon ?????

Blog de la résistance 17 avril 2015

[8 magasins c'est peu pour Walmart, mais cela représente tout de même une *rationalisation brutale* (cachée?). J'espère que ce ne sera pas là un « modèle » pour les autres commerces en difficulté.]

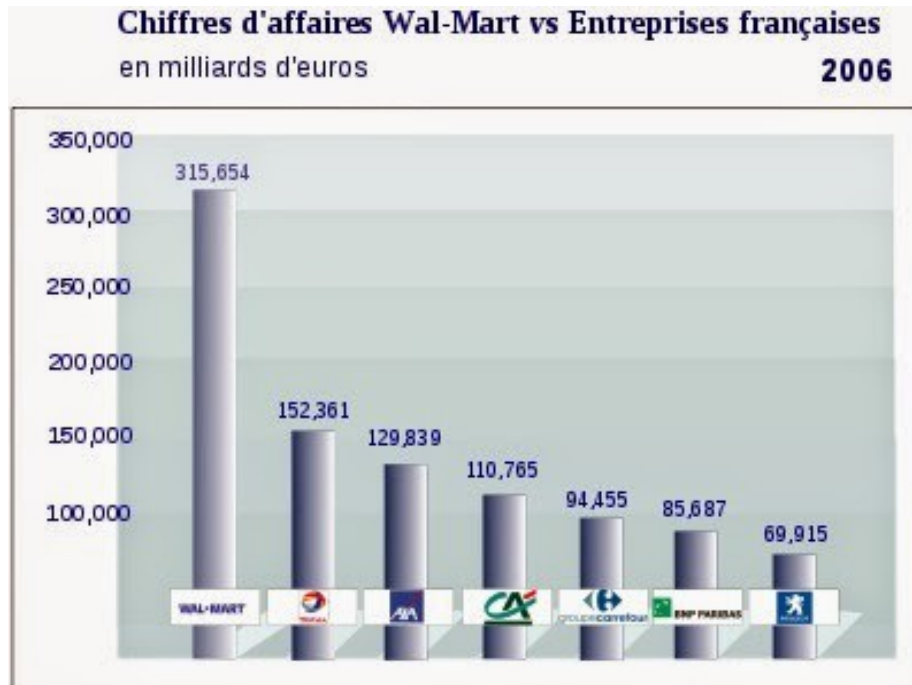
Les gens n'ont plus d'argent, 95 millions d'étasuniens qui ne travaillent pas (non comptés dans les chiffres !!) , 47 millions aux food stamps (stabilisé pour le moment) mais TOUT VA BIEN , c'est LA REPRISE qu'on vous dit ! haha ! Z

=====

Les grands magasins Walmart ferment du jour au lendemain, donnent deux mois de salaires aux employés parfois prévenus hier par SMS, distribuent la nourriture aux banques alimentaires ...et reviendront dans 6 mois...

Carte interactive des magasins fermés sans aucun préavis ! Les gens faisaient la queue aujourd'hui et hier soir

Du Texas à la Floride.. Hum, hum.... Parce que la plomberie poserait souci...
Si, si...!



Ha ! Ok ! Et bien si Walmart met 6 mois à réparer ses robinets, comment voulez-vous que j'en trouve un plombier ! (on se moque de moi ?!)

? Ça, c'est exactement le genre d'informations qui ne me plaît pas !

Je les regrette déjà les « gens de Walmart » !

Les centres commerciaux us sont en difficulté (vu ici la semaine dernière),

les clients de Walmart sont les « pauvres », les magasins du groupe sont souvent implantés dans des « zones ghettos ».

Le pauvre ne rapporte plus d'argent ? Ça c'est une vraie catastrophe ! Je ne plaisante pas !

L'autre catastrophe c'est

ils mangent quoi et où, les pauvres ??????

[Source 1](#)

[Source 2](#)

Comme **Actarus** le disait hier en commentaire **nous finirons tous dans un Camp FEMA avec nos carnets de bons alimentaires ...pour manger !**

[Source](#)

C'est ça la Grande Spoliation ! Plus de maison, plus de travail, plus de « Villes », plus d'eau...

Des hordes de zombies... (c'est comment les moutons zombies ?) ;)

[On a activé les Camps FEMA pour les sans domiciles fixes](#)



— Tiens ? Curieux :

En 1997, Wal-Mart remplace [Woolworth's](#) sur le [Dow Jones Industrial Average](#). L'entreprise dépasse pour la première fois la barre symbolique des

100 milliards de dollars de ventes sur l'année avec 118,1 milliards. Cette même année, Wal-Mart achète 21 magasins Wertkauf en Allemagne et lance son centre de nutrition OneSource.

Le deuxième cycle de la crise sera bien plus important que la catastrophe de 2008



Phoenix Capital
Gains, Pains and Capital

Publié le 17 avril 2015

Si vous êtes un investisseur, votre inquiétude première ne devrait pas être quoi faire de vos actions... mais ce qui se passera quand le marché des obligations explosera.

Tous les problèmes actuels du monde financier tournent autour du marché des obligations :

- 1) La crise de la dette en Grèce
- 2) La Banque du Japon qui rachète toute la nouvelle dette japonaise
- 3) La Fed qui est terrifiée de voir grimper les taux d'intérêt, parce que chaque hausse de 1% signifie 100 milliards de dollars supplémentaires de paiements d'intérêts sur la dette américaine

Pendant plus de trente ans, les nations souveraines ont couvert de papier le déclin du niveau de vie en émettant de la nouvelle dette. Les nations souveraines ont dépensé plus qu'elles ne tiraient de revenus, alors elles ont émis de la dette (emprunté de l'argent) pour financer leurs programmes d'aides sociales.

C'est une politique qui a généralement été vendue comme étant temporaire. Mais comme les politiciens nous l'ont prouvé à de maintes reprises, les excès de dépenses ne sont jamais un problème temporaire. Aujourd'hui, 47% des ménages américains bénéficient d'une forme d'aide gouvernementale. Ce n'est pas une situation temporaire... c'est un problème endémique.

Toutes ces dépenses sont financées par de l'argent emprunté. C'est pourquoi la bulle sur les obligations, la plus grosse bulle de l'histoire financière, un monstre de 100 trillions de dollars qui gagne plusieurs trillions de dollars chaque mois.

Je n'écris pas ça pour le sensationnalisme. Voici comment a évolué la dette des Etats-Unis. Au cours de ces cinq dernières années.



Les Etats-Unis ont émis un trillion de dollars de nouvelle dette en huit semaines à la fin de l'année 2014.

Pourquoi ? Parce qu'ils n'avaient pas l'argent disponible pour rembourser leur dette passée... alors ils ont émis de la nouvelle dette pour lever les fonds nécessaire au remboursement de la plus ancienne.

Voilà qui a tout d'une combine à la Ponzi. Mais les Etats-Unis ne sont pas seuls. A l'échelle globale, la bulle sur la dette souveraine s'élève à plus de 100 trillions de dollars. Tous les plus gros pays du monde ont un ratio dette/PIB de plus de 100%, et cela n'inclue que la dette incluse sur leurs bilans... et non les passifs non-capitalisés comme Medicare et la sécurité sociale.

C'est pourquoi la Fed et les autres banques centrales du monde ont peur de voir les taux d'intérêt grimper, parce que tout ce qui ressemblerait de près ou de loin à une hausse des taux d'intérêt signifierait l'effondrement de nations entières.

Souvenez-vous que lorsque les taux d'intérêt fluctuent, ils fluctuent rapidement. Prenez l'Italie, par exemple. Le pays était autrefois considéré

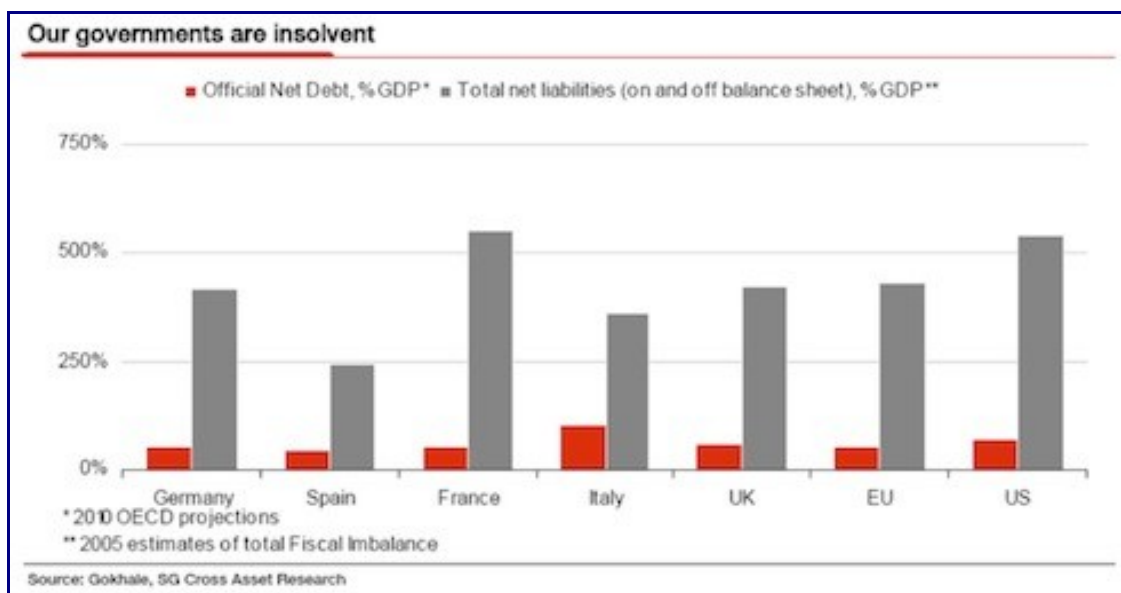
comme étant le pilier de l'Union européenne suite à l'adoption de l'euro en 1999. Pour cette raison, les marchés lui ont permis d'emprunter à taux stables, et les rendements des obligations italiennes sur dix ans sont restés bien en-dessous de 5% tout au long de la dernière décennie.

Et en l'espace de quelques semaines, la situation a dégénéré, et les rendements des obligations italiennes ont flambé pour dépasser les 7% : le niveau de rendement auquel un pays est considéré insolvable et en banqueroute. Ce n'est que grâce à des mécanismes de prêt extraordinaires de la part de la Banque centrale européenne (Opérations de prêt à plus long terme 1 et 2, de l'ordre de plusieurs milliards d'euros, pour une économie de deux trillions d'euros) que l'Italie a pu être sauvée d'un effondrement systémique.

L'Italie est passée d'un ancien pilier de l'Europe à une nation insolvable en seulement quelques semaines... parce que les taux d'intérêts ont grimpé de 2%.

Et l'Italie n'est pas la seule dans son cas. Les nations occidentales en général sont dans la même situation. C'est pourquoi les programmes de QE sont devenus l'outil favori des banques centrales (depuis 2008, elles ont dépensé plus de 11 trillions de dollars dans l'achat d'actifs, notamment d'obligations souveraines). Les opérations de QE n'ont jamais eu pour objectif de créer des emplois ou de générer la croissance... Elles n'étaient qu'une tentative désespérée des banques centrale de placer un palier sous le marché des obligations pour empêcher les taux de grimper.

C'est ce qu'illustre le graphique ci-dessous, que nous devons à la Société Générale :



C'est aussi la raison pour laquelle les banques centrales ont maintenu les taux d'intérêt à zéro pourcent ou moins. Elles ne peuvent pas se permettre de laisser grimper les taux. Aux Etats-Unis, chaque pourcent de hausse des taux d'intérêt signifie entre 150 et 175 milliards de dollars supplémentaires de paiements d'intérêts par an.

Oubliez les actions, oubliez les valeurs de ceci et de cela. Le vrai problème, c'est ce qui se passera quand la bulle sur les obligations explosera. Et quand cela se produira, ce ne seront pas des banques qui s'effondreront, mais des nations toutes entières.

Mais... qu'est-ce qu'une guerre monétaire, au juste ?

17 avr 2015 | [Jim Rickards](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La guerre monétaire que nous vivons aujourd'hui a commencé en 2010. Mon premier ouvrage, *Currency Wars* ["Les guerres monétaires", NDLR] est sorti peu après. L'une des théories que je développais dans le livre est que le monde n'est pas toujours en situation de guerre monétaire mais lorsque c'est le cas, cette dernière peut durer très longtemps, cinq, dix, voire quinze ans — et parfois plus.

Il n'est donc guère surprenant que nous nous trouvions à parler en 2015 de guerre monétaire, puisqu'il s'agit toujours de la même. Beaucoup d'informations que vous lisez ou voyez à la télé seront présentés comme des

décisions politiques, par exemple le Japon qui affaiblit le yen. Les journalistes diront alors : "une guerre monétaire est en cours", ou "une nouvelle guerre monétaire est déclarée". Alors je lève les yeux au ciel : "non, il s'agit de la même guerre monétaire ; c'est juste une nouvelle phase ou une nouvelle bataille".

Les guerres monétaires ont un grand pouvoir explicatif Les guerres monétaires ont un grand pouvoir explicatif — en fait, elles sont l'une des choses les plus importantes qui se passe dans l'économie aujourd'hui. Je suis prêt à parier que d'ici un an, on en parlera encore.

▪ **Qu'est-ce qu'une guerre monétaire ?**

Généralement, une guerre monétaire éclate lorsqu'il n'y a pas assez de croissance dans le monde pour répondre aux obligations de toutes les dettes. En d'autres termes, lorsque la croissance est trop faible par rapport aux fardeaux de la dette.

Lorsque la croissance est suffisante, peu importe si certains pays essaient de rendre leur taux de change un peu meilleur marché pour encourager les exportations. C'est trop insignifiant pour s'en préoccuper dans ce contexte.

Mais lorsqu'il n'y a pas assez de croissance, alors là tout d'un coup, c'est comme des affamés se battant pour des miettes. Ce qui se passe aujourd'hui est un bon exemple de cela.

Aujourd'hui, tout le monde s'intéresse aux taux de conversion entre devises parce qu'ils sont un moyen soit de promouvoir les exportations, soit d'importer de l'inflation sous la forme de prix d'importations plus élevés. Il ne faut pas oublier que lorsqu'un pays abaisse son taux de change, les citoyens de ce pays doivent payer plus pour les biens importés.

Combien de fois avons-nous entendu la Fed dire qu'elle veut une inflation à 2% ? Les Etats-Unis, par exemple, sont un importateur net. Ils achètent plus de l'étranger qu'ils ne vendent. L'impact immédiat d'un dollar meilleur marché est donc d'augmenter le coût de ce qu'achètent les

Américains. Si les Etats-Unis abaissent le taux de change du dollar, ils importent de l'inflation, ce qui est exactement ce que souhaite la Fed.

Combien de fois avons-nous entendu la Fed dire qu'elle veut une inflation à 2% ? Elle ne cesse de marteler cet objectif.

Et pourtant, les Etats-Unis n'ont pas une inflation à 2% en ce moment. Ils en

sont même loin. La Fed a besoin d'y parvenir — et l'un des moyens est de rendre le dollar meilleur marché.

▪ **L'autre effet de la dépréciation de la monnaie est bien sûr d'encourager les exportations**

Prenons encore une fois l'exemple des Etats-Unis. Boeing Aircraft, qui traite des gros montants, est en concurrence avec Airbus, avec une entreprise brésilienne, Embraer, et avec une société canadienne, Bombardier. Il existe peu d'avionneurs à travers le monde mais les Etats-Unis sont en concurrence avec tous. Par conséquent, un dollar moins cher, en théorie, aide Boeing à vendre un peu plus d'avions et crée des emplois et de la croissance aux Etats-Unis. Les avantages perçus sont donc nombreux. Toutefois, la plupart de ces avantages sont illusoires.

Cela est extrêmement tentant pour les politiques parce qu'un politique peut alors déclamer le discours que je viens de vous donner, à savoir : "il est bon d'avoir un dollar bon marché parce que cela permet de créer des emplois".

En fait, on est plus riche avec une monnaie forte

Toutefois, la réalité est que cela ne favorise pas la création d'emplois mais uniquement l'inflation. En fait, on est plus riche avec une monnaie forte parce que cela attire le capital de l'étranger. Les gens veulent investir dans une zone de monnaie forte et ce sont ces entrées de capital et ces investissements qui créent en fait des emplois. Donc, comme d'habitude, les politiques et les banquiers centraux se trompent sur toute la ligne. Mais ils ne m'écoutent pas, ni ne lisent mes bouquins.

Ils pensent que c'est une combine à moindre coût. Donc, à travers le monde, on peut voir des pays déprécier leur monnaie, en réduisant les taux d'intérêt ou en intervenant sur les marchés. Ils le font ostensiblement, pour aider la croissance. Cela n'aide pas vraiment la croissance, cela entraîne juste de l'inflation.

Nous verrons la suite dès lundi.

Etats-Unis: Jamais les stocks de pétrole n'avaient été aussi hauts depuis au moins 80 ans !

BusinessBourse et Boursier.com 17 avril 2015

(Boursier.com) — D'après le dernier rapport hebdomadaire dévoilé par le

Département à l'Energie américain, les stocks commerciaux de brut, hors réserve stratégique, ont progressé de 1,3 million de barils lors de la semaine close au 10 avril, à 483,7 millions de barils. Jamais les stocks n'avaient été aussi hauts depuis au moins 80 ans ! Le consensus tablait sur une hausse de 3,6 millions de barils.

Les stocks d'essence ont eux reculé de 2,1 millions de barils contre une baisse de 0,75 million attendue. Enfin, les stocks de produits distillés (gazole et fioul de chauffage) ont progressé de 2 million de barils contre une hausse de 0,7 million anticipée.

Pétrole : le chant du cygne de l'OPEP ?

Par **Guillaume Nicoulaud**. Publié le 16 avril 2015 dans [Énergie Contrepoints](#)

Ce que révèle la stratégie de dumping de l'OPEP...

Les cours du pétrole et la stratégie de dumping de l'OPEP m'inspirent principalement deux réflexions.

Primo, il est essentiel de comprendre que, pour les pays de l'OPEP et la Russie, le coût marginal d'extraction d'un baril de pétrole n'est pas une grandeur pertinente et ce, pour une raison très simple : les marges réalisées sur l'or noir sont, dans ces pays, une des principales ressources de l'État. Par exemple, il est tout à fait vraisemblable que les gisements d'Arabie Saoudite restent profitables même avec un baril à \$20 ; seulement voilà, à ce prix-là, le royaume génère des déficits budgétaires colossaux ce qui, étant bien entendu que le niveau de la dépense publique est une condition essentielle de la stabilité politique du régime, place le royaume face à une simple alternative, s'endetter ou piocher dans le trésor de guerre. Mais si les Saoud peuvent s'offrir ce luxe, ce n'est en revanche pas le cas de la plupart de leurs camarades de jeu. Pour des pays comme l'Iran, la Russie, le Nigeria et surtout le Venezuela, les cours actuels du pétrole ne sont tout simplement pas politiquement supportables.

Deuxio, les technologies d'exploitation du pétrole de schiste existent et ne disparaîtront pas. [Pas d'accord : c'est une technologie non rentable, qui s'épuise rapidement (80 % de baisse de production après 1 an), dont l'énergie nette est très faible.] On peut bien sûr imaginer que l'OPEP, suite à un effort considérable, parvienne à acculer tous ces concurrents indésirables à la

faillite – après tout, c’est ce que John D. Rockefeller a fait durant quelques décennies – mais ni les gisements étasuniens ni la technologie ne disparaîtront pour autant. Or voilà, si une exploitation de pétrole de schiste présente l’inconvénient de devoir forer continuellement, elle présente en revanche l’immense avantage de pouvoir être mise en œuvre très rapidement et pour des coûts très faibles. En d’autres termes, si les prix du pétrole remontent, on assistera plus que vraisemblablement à une renaissance de toute l’industrie.

Sur la base de ces deux idées très simples, on est tenté d’extrapoler ce qui suit : il est vraisemblable que (i) le pétrole de schiste a créé un plafond sur les cours du brut et (ii) nous assistons au baroud d’honneur de l’OPEP, prélude à sa très prochaine disparition.

« C’EST DIFFICILE, C’EST LA DÉMOCRATIE... »

17 avril 2015 *par* François Leclerc

Si les certitudes font défaut à propos de la Grèce, les inconnues ne manquent pas. Le 24 avril abandonné, le 11 mai est la nouvelle date butoir à laquelle l’Eurogroupe pourrait désormais aboutir à un accord avec le gouvernement grec, la veille d’un nouveau remboursement du FMI. Les négociations sont au point mort, les membres du gouvernement grec opposant un optimisme de façade à des dirigeants européens qui n’y croient plus et le font savoir, leurs calculs déjoués et leur intransigeance sans effet. La réforme du droit du travail et des retraites, l’augmentation de la TVA et le programme de privatisations restent des points de blocage, comme l’a confirmé Alexis Tsipras.

En révélant que Yanis Varoufakis serait venu lui demander à Washington des délais de paiement, qu’elle aurait refusés, Christine Lagarde a donné le ton. Un face à face s’est installé, dont nul ne sait combien de temps il peut durer, car personne n’a intérêt à en précipiter le dénouement. Côté grec, il est à nouveau demandé l’abandon de l’approche en deux temps imposée par les autorités européennes – d’abord l’extension du *plan de sauvetage*, puis ensuite la négociation d’un nouveau plan – et réclamé que les deux négociations soient fusionnées. Ce qui impliquerait de discuter dès maintenant du fond d’un problème qui reste éludé: le mystère du remboursement de la dette.

S'étant refusés à prendre en compte les propositions de Yanis Varoufakis, qui habilement n'impliquent aucune décote, les dirigeants européens veulent aborder cette future négociation sur la base de l'acceptation préalable de leur stratégie de désendettement, mais n'y parviennent pas. Ils persévèrent en dépit de résultats 2014 de la Grèce non conformes aux prévisions, le gouvernement précédent n'ayant pas atteint ses objectifs en termes de déficit public et d'excédent budgétaire primaire. Si la dette publique a bien diminué, passant de 319 milliards d'euros en 2013 à 317 milliards d'euros en 2014, elle a augmenté de 175 % à 177 % rapportée au PIB...

Mesure conservatoire destinée à ne pas tout déclencher, la BCE continue de régulièrement lever le plafond de l'aide d'urgence aux banques grecques, ayant depuis longtemps transgressé la règle qui lui interdit de financer des établissements dont la solvabilité n'est plus assurée. Le scénario d'un défaut grec sans sortie de l'euro prend de la consistance au fil d'un temps qui est compté mais que l'on ne sait pas mesurer. Il ne réglerait toutefois un problème que pour en créer un autre : les banques grecques devraient être recapitalisées par le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui exigerait des conditionnalités similaires à celles qui constituent aujourd'hui le cœur du désaccord. L'étude d'un tel scénario a été démentie à Bruxelles, ce qui ne mange pas de pain, mais cela ne fait rien avancer pour autant.

En Grèce, les rumeurs se multiplient à propos de la tenue d'élections législatives anticipées ou d'un référendum que le gouvernement grec pourrait décider, afin de renforcer sa position et la légitimité de son refus de toute capitulation. La perspective d'une érosion de l'appui dont bénéficie l'équipe au pouvoir ne se confirme pas dans les sondages, tandis que l'espoir d'un éclatement de Syriza ne prend pas corps. Les autorités européennes se sont donc remises à jouer à l'un de leurs jeux favoris, celui de la patate chaude, mais celle-ci devient de plus en plus brûlante. Et si les commentaires vont bon train sur l'absence de stratégie des dirigeants grecs, tout autant peut en être dit pour les européens, si ce n'est plus.

Le sort réservé à la Grèce contribue à la montée d'un sentiment anti-européen favorable à la sortie de l'euro, alimenté par les autorités européennes et que le contre-exemple supposé de l'Espagne ne vient pas contredire, bien que Wolfgang Schäuble y magnifie des réformes « très réussies ». À condition de ne pas y regarder de trop près, car la croissance avec laquelle le pays a renoué

est fragile rendant la démonstration peu probante. Elle ne provient pas des exportations, comme préconisé, mais d'une hausse de la consommation interne favorisée par l'arrêt de la politique d'austérité en cette année électorale, la baisse du pétrole et de l'essence, et l'utilisation d'une épargne qui avait été prudemment mise de côté.

Cela n'a rien à voir avec la reprise vigoureuse dont se prévaut le gouvernement espagnol, mais correspond à un simple rattrapage dont la dynamique reste à se confirmer. Si le chômage a très légèrement diminué, touchant toujours un quart des actifs et un jeune sur deux, la qualité des emplois créés – temporaires ou partiels – relativise ce succès de façade. Les déséquilibres s'accroissent entre les régions et les couches de la société, fruit d'une croissance très mal distribuée. L'Association nationale des directeurs et gérants des services sociaux a publié son rapport annuel sur « l'état social de la nation », mettant en évidence une profonde fracture sociale qui ne se résorbe pas. Aucun des membres de 1,8 millions de familles n'a un emploi, ce qui représente un foyer sur dix. Deux millions d'espagnols connaissent la pénurie alimentaire et trois millions d'entre eux ne parviennent pas à chauffer leur logement. L'exclusion s'est installée, et avec elle la montée du racisme, de la xénophobie et de l'incivisme, selon l'association dont les membres sont en étroite prise avec la réalité sociale.

Confrontés à l'échec de leur politique, dont ils tentent quand ils le peuvent d'atténuer les effets pour ne pas en subir la sanction, les dirigeants européens portent une double responsabilité écrasante : celle du recul programmé d'une construction européenne qu'ils ne savent plus faire progresser, ainsi que celle du développement d'inégalités structurelles qu'ils ne peuvent ignorer, mais dont ils estiment qu'elles sont un prix à payer. En retour, ils catalysent une crise politique chronique qui parcourt toute l'Europe, dont ne sont encore observés que les prémices.

Le mot de la fin revient à Wolfgang Schäuble, à l'occasion d'une conférence prononcée à Washington, où le FMI et la Banque mondiale tiennent leurs réunions de printemps annuelles. Se prévalant d'une amitié avec les ministres français Michel Sapin et Emmanuel Macron, il a assuré que « la France serait contente que quelqu'un force le parlement » à voter des réformes dures, en prenant comme exemple celles qui ont été accomplies en Espagne. Ajoutant : « ...mais c'est difficile, c'est la démocratie », ce qui reste tout de même à

démontrer à commencer par la Grèce.

La BCE abandonnera son assouplissement monétaire

Posté le 16 avril 2015 par Bruno Colmant

Le constat est désormais partagé par tous les économistes ou, plutôt, par ceux qui témoignent d'une suffisante indépendance intellectuelle : le programme d'achat d'actif de la BCE (qualifié d'assouplissement quantitatif, de mesures non conventionnelles ou de *Quantitative Easing* ou QE) est tardif et probablement excessif.

Si l'on croit les dirigeants de la BCE, cette institution s'engagerait à racheter € 1.100 milliards d'actifs, au rythme approximatif de € 60 milliards par mois, jusqu'à ce que l'inflation atteigne 2 %.

Outre le fait que l'objectif d'inflation ne sera pas atteint, les premières semaines de cet assouplissement quantitatif ont conduit toute la courbe des taux d'intérêt européenne à plonger en territoire négatif, à tout le moins pour des maturités de l'ordre de 5 à 7 ans.

On n'ose pas imaginer ce que donnerait l'application de l'entièreté du programme.

Le taux à 10 ans allemand est tombé à 0,10 %, soit un niveau inconnu dans l'histoire économique. On remarquera incidemment que le programme de rachat d'actifs de la BCE favorise les grands pays, dont la France et l'Allemagne, puisque le rachat d'actif est proportionnel à l'importance des Etats-membres dans les capitaux propres de la BCE.

A cet égard, il faut réaliser que des taux d'intérêt négatifs constituent une menace existentielle – et je pèse mes mots – pour l'entièreté du secteur financier, et surtout pour les compagnies d'assurances dont la rentabilité et les capitaux propres pourraient être érodés, puis pulvérisés, par la persistance de taux d'intérêt trop bas ou négatifs.

Mais il y a autre chose : le programme de la BCE montre que ce n'est pas la politique monétaire qui est le problème (sauf pour la chute du cours de change de l'euro), mais bien la politique budgétaire, qui est elle-même liée à

une profonde crise de la demande.

La BCE arrêtera donc son assouplissement quantitatif avant terme afin de garantir une rentabilité minimale au secteur financier tandis qu'il faudra s'attaquer à l'erreur fatale de la Commission Européenne précédente: ce fameux Pacte de Stabilité et de Croissance qui est une ineptie économique, puisqu'il exige un désendettement structurel des Etats en pleine crise de la demande.

Et finalement, je me demande si la gestion de cette crise souveraine, qui concerne l'euro lui-même, ne fut pas une erreur totale : conserver pendant quatre ans une monnaie forte alors que l'économie s'effondrait sous le chômage et restreindre le champ d'action des pouvoirs publics alors que la demande s'écroulait furent deux erreurs.

On n'est pas sortis de cette crise.

Loin s'en faut.

Sa sortie se fera dans une extrême douleur.

Et les configurations politiques en seront bouleversées.

Joyeuseté du jour..

Patrick Reymond 16 avril 2015

[*La désinformation : ma stratégie préférée.*]

Comme nous sommes tous sous surveillance électronique, je vous suggère une double manoeuvre (déjà donnée) :

- faire un bisou d'ampleur à votre agent sous traitant , mais préféré, affecté à votre surveillance (pour ma part, si je peux choisir, je préférerais une nana de moins de 30 ans, 90-60-90, on peut demander, non ??? ça ne coûte rien. En plus, on ne sait jamais, si il y a une fouille au corps de prévue...),
- visiter le max de sites incongrus et n'ayant rien à voir, vous inscrire sur tous les sites possibles et imaginables, histoire de brouiller la surveillance, d'entretenir conversations salaces et graveleuses, de façon à les dérider un peu (même et surtout si c'est que du pipeautron de première qualité),
- donner à penser en envoyant des tonnes de mails aux apparences anodines :

"Mon chat fait ronron", ça ressemblerait pas mal aux "les sanglots longs des violons"? Surtout envoyé 25 fois par jour (vous pouvez l'enregistrer en brouillon, et l'envoyer à toute votre liste d'amis).

Mais, ce n'est pas le plus intéressant, passé le bisou à votre surveillante (elle peut m'appeler quand elle veut), passons aux affaires du jour.

WalMart a des [problèmes de plomberies](#), dans, 1, non 2, non 3,4,5, enfin, on sait plus, c'est une épidémie de problèmes de plomberies, dans une épidémie de ville, chez WalMart.

Certains employés sont redirigés, les autres "provisoirement" licenciés. En attendant, visiblement, aucun appel d'offre pour réparation. Comme Walmart a bâti suivant le schéma donné pendant la révolution française (une journée de cheval par département), adapté bien sûr à la voiture, on peut penser que la baisse des consommations est sérieuse et ne justifie tout simplement pas l'existence des magasins. Les consommateurs, s'ils veulent ou peuvent encore consommer, se débrouilleront et iront chez le Walmart suivant, ou chez le concurrent, ou dans ces "General store", beaucoup moins clinquants et adaptés à leur portefeuille.

En France, Sannat dit que la baisse de [consommation des hypermarchés](#) atteint 7 %. C'est nettement moins que les 30 ou 50 % de jovanovic, mais sans doute beaucoup plus exact.

Simplement, certains hypermarchés de certaines zones ne doivent plus être rentables. Et les compressions possibles, rares. On est rentré dans le monde du "On-off". L'effet prix, en dépression, allié à un effet quantité, en dépression aussi, [fait la donne](#). D'ailleurs, comme il est courant de voir des remises 2 pour 1 qui n'existaient pas avant, il est clair aussi que ces périodes incitent à stocker. On peut sauver -provisoirement- le chiffre, en sachant pertinemment, que c'est une fuite en avant, les quantités consommées n'augmenteront que pas ou peu.

J'vous jure, à l'INSEE, c'est rien que des subversifs... J'suis d'avis qu'on devrait les mettre sous écoute. Moi, ce que je trouve suspect, c'est surtout cette nouvelle activité, ce drive. Qui nous dit que c'est bien des salades qu'ils y achètent ? Ou des bananes ? la salade, ça désigne l'herbe, et la banane, le chargeur.

En tout cas, le lac Mead, et le lac Powell risquent de régler le [problème de](#)

consommation au moins d'eau dans un premier temps, et de consommation tout court dans un deuxième. Ils sont quasiment dans un état désespéré, aussi désespéré que les politiques, qui continuent à croire en l'avenir. Pour ce qui est des populations, elles n'ont souvent pas les marges de manoeuvres pour anticiper. Ceux qui en avaient les capacités mentales et financières ont sans doute déjà prévus une voie de sortie.

Là aussi, c'est l'incapacité à se projeter plus loin que le trimestres suivant qui est coupable. Et les remèdes administrés depuis 40 ans, sont connus aussi : toujours plus de travaux, de captations, pour une ressource dont on ne s'aperçoit pas qu'elle est plafonnée, et que sa consommation à toujours plus grande échelle dans un désert n'est pas adéquate. Et puis, il serait délicat pour l'égo d'un maire de Las Vegas d'envisager l'option qu'il serait maire, un jour, d'un pueblo de 1500 âmes.

Le "vrai", taux de croissance chinois, atteint le montant fabuleux de 1.6%. Soient les chiffres antérieurs étaient certainement très vérolés, (c'est certainement vrai), soit les chiffres actuels indiquent l'atterrissage type "germanwings"(certainement vrai aussi).

Enfin, l'inénarrable LF qui compare le programme économique du FN à "sauter sans parachute". Moi je dirais que celui appliqué actuellement, c'est "nager avec 50 kg de ciments aux pieds", et vu les résultats qu'il a obtenu, aurait surtout gagné le droit de se taire.

Comment expliquer la forte hausse des faillites d'entreprises cotées aux Etats-Unis au premier trimestre?

par Audrey Duperron · 16 avr. 2015 Express.be



Aux Etats-Unis, **26 sociétés cotées en bourse ont fait faillite au cours du**

premier trimestre de cette année, dont 6 avaient plus de 1 milliard de dollars d'actifs. Au total, elles cumulaient 34 milliards de dollars d'actifs, le second montant le plus élevé pour un premier trimestre, après celui de 2009, qui avait suivi la crise financière, et au cours duquel 102 milliards d'actifs ont été dissous. L'année dernière, à la même époque, on n'avait enregistré que 11 faillites de sociétés cotées.

Commerce de détail, santé, mines, défense.... [Tous les secteurs sont concernés, et pas seulement le secteur pétrolier, note Wolf Richter sur son blog Wolf Street.](#)

Selon Richter, c'est à une trop grande propension à s'endetter dans une économie chancelante qu'il faut attribuer ce phénomène.

La plus grande société à avoir fait faillite au cours du premier trimestre de cette année, Caesars Entertainment, opérait des casinos. Cela faisait 5 ans qu'elle n'enregistrait plus de bénéfices. « Elle fait partie des zombies de la Corporate America, que l'on a maintenus en vie avec de l'argent frais provenant d'investisseurs qui avaient été rendus presque fous avec la répression de plus de 6 ans que la Fed a exercée sur les taux d'intérêts », écrit Richter.

Il souligne que le secteur pétrolier, dont on sait qu'il a été durement affecté par la chute des cours du pétrole, n'est pas le seul affecté : sur les 15 plus grosses firmes de la liste, seules 6 appartiennent au secteur pétrolier ou gazier, et elles ne font pas partie des plus grosses compagnies de la liste. Le phénomène n'est donc pas imputable à un phénomène spécifique, tel que la chute des cours du pétrole.

Richter observe que beaucoup des entreprises touchées sont celles dans lesquelles les sociétés de private equity ([capital-investissement](#)) investissent beaucoup. Or, le fonctionnement de ces entreprises implique qu'elles poussent les sociétés qu'elles rachètent à s'endetter fortement, ce qui les fragilise.

La politique de la Réserve fédérale, qui ces dernières années a injecté des milliards de dollars dans l'économie américaine, a pris fin, et avec cet arrêt, « la réalité est en train de s'imposer après des années de sécheresse, au cours desquelles le débit d'argent de la Fed permettait de maintenir toutes les sociétés à flot, même celles qui fuyaient le plus », écrit Richter.

L'assouplissement qualitatif a pris fin aux Etats-Unis. Le cours des matières premières s'est effondré. Les consommateurs ont des budgets serrés et ils doivent surveiller leurs dépenses. La croissance de la Chine s'est ralentie. Et le risque fait sa réapparition.

Les analystes ne savent pas si les faillites de ce premier trimestre reflètent un problème temporaire, ou si elles marquent le début d'une tendance qui devrait se généraliser sur l'année entière.

Maintenant, pour retirer un billet de 500 euros en Espagne, il faut laisser son identité

(et ce sera bientôt la même chose pour les billets de 200 euros)

par Audrey Duperron · 07 avr. 2014 Express.be



En Espagne, la cour suprême a décidé au mois de février que les banques devraient désormais rapporter au Trésor public les détails des transactions réalisées avec des billets de 500 euros, affirme El País. Elle a révoqué ainsi une précédente décision de la Haute Cour d'appel qui avait conforté la Banco Pastor qui avait refusé à la fin de l'année 2006 de déclarer des transactions réalisées avec des billets de 500 euros, ainsi que des mouvements de plus de 10.000 euros auprès de l'Oficina Nacional de Investigación del Fraude (ONIF), une instance chargée de lutter contre la fraude.

Depuis mars 2011, les banques espagnoles doivent informer le fisc de toute transaction réalisée en espèces dépassant un montant de 3.000 euros.

Sur le plan pratique, les institutions financières devront identifier les auteurs de mouvements de trésorerie au moyen de leur numéro d'identifiant fiscal (NIF ou ID, selon qu'il s'agit d'entreprises ou de particuliers). Elles devront

motiver les mouvements de montants supérieurs à 10.000 euros, ou la valeur nominale des billets utilisés. Les inspecteurs des impôts souhaitent également que l'on étende cette mesure aux opérations réalisées avec des billets de 200 euros. Le gouverneur de la Banque d'Espagne, Luis Linde, a déclaré qu'il n'avait pas de critères clairs sur ce sujet.

En février, la quantité de billets de 500 euros en circulation s'élevait à 39,6 millions d'euros, son plus bas niveau depuis 2005, en chute de 12,9% par rapport à 2013, indique la Banque d'Espagne. Leur nombre a constamment baissé sur les 20 derniers mois. Au total, la masse de billets en circulation en Espagne atteint 52,858 millions d'euros, ce qui signifie que les 79 millions de billets de 500 euros représentent les $\frac{3}{4}$ de cette masse.

L'Espagne est d'ailleurs le pays où ils sont le plus utilisés. En 2008, le New York Times avait publié un article qui indiquait qu'en 2006, un quart des billets de 500 euros se trouvaient en Espagne, alors que l'économie de ce pays à cette époque ne représentait que 11,5% du PIB de l'ensemble de la zone euro. Le journal affirmait que cette concentration témoignait de l'existence d'une importante économie souterraine dans le pays.

Les Espagnols avaient familièrement surnommé le billet de 500 euros «Ben Laden», car tout le monde savait qu'il existait, mais personne n'en avait jamais vu. La plaisanterie est passée de mode, suite au décès du terroriste, mais beaucoup se posent encore la question de savoir si l'existence du "super billet" est une bonne chose pour l'économie de la zone euro.

Alors que les billets de 500 euros ne représentaient que 13,7% du total des billets en euros en circulation au moment de l'introduction de l'euro, ils en représentaient 33% en Avril de l'année dernière. Selon une étude de la Banque Centrale Européenne (BCE), au plan européen, seulement un tiers des billets de 500 euros en circulation sont utilisés pour les transactions. Le reste est utilisé pour la thésaurisation, principalement pour les profits issus d'activités délictueuses et d'évasion fiscale.

Il est donc régulièrement question de supprimer le billet de 500 euros, notamment pour ramener les milliards d'euros de l'économie souterraine dans l'économie productive. Le journal espagnol La Vanguardia est aussi de cet avis : « Avons-nous réellement besoin des billets de 500 euros ? les experts en doutent parce que leur utilisation se concentre sur les fraudes, mais pas dans l'économie réelle. Les autorités britanniques savaient ce qu'ils

faisaient en 2011 lorsqu'ils les ont retirés de la circulation, parce qu'ils dissimulent souvent des activités délictueuses... Aujourd'hui, les autorités sont sur le point de savoir où ils se trouvent, comme cela s'est produit avec le chef d'Al Qaïda, lequel leur a donné leur surnom ».

Fuite des capitaux de Grèce : encore 5,27 milliards d'euros en mars



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 17 avril 2015

Les données de Mars en provenance de la Banque de Grece font apparaitre une hausse de 5.27 milliards d'euros des engagements de type Target2 pour la Grèce, à 96,43 milliards d'euros.

Target2 représente la fuite des capitaux de la Grèce



Les données de ce graphique proviennent de Eurocrisis Monitor.

La pente est moins forte, mais la tendance est claire : les capitaux continuent de fuir la Grèce.

L'exposition de l'Eurozone aux engagements de la Grèce est de 96.43 milliards d'Euros selon Target 2, plus 14.028 milliards d'euros concernant l'allocation des billets de banque en Euros.

Les billets en euros pour la Grèce représentaient 13 milliards d'euros le mois

dernier, contre 10 milliard à la fin 2014.

Mario Draghi a mentionné hier que l'exposition de l'Eurozone à la Grèce était de 110 milliards d'euros. On obtient ce chiffre en additionnant 96 et 14 milliards.

Remerciements : Lars

Mike "Mish" Shedlock

<http://globaleconomicanalysis.blogspot.com>

La dette du monde est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'était avant l'accident de 2007 !

Qui perd gagne Posted on [17 avril 2015](#)

Mckinsey Global Institute : **La dette mondiale cumulée a pesé 286% du PIB du globe en 2014, à 200 000 milliards \$**

- *La dette mondiale cumulée (gouvernements, ménages, entreprises et institutions financières) a progressé 57 000 milliards de dollars entre 2007 et 2014 pour atteindre la barre des 200 000 milliards de dollars, selon une étude de McKinsey Global Institute (MGI), publiée le jeudi 5 février.*
- *Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances, semble le penser, indiquant que «**le niveau d'endettement de l'économie mondiale continuent de susciter des inquiétudes.**»*

La dette mondiale, qui a augmenté à un rythme bien plus rapide que celui de la croissance économique, depuis la crise financière, pesait 286% du PIB du globe en 2014, contre 269% en 2007.

- La dette publique a progressé à elle seule de 25 000 milliards de dollars.
- «Plutôt que de réduire leur dette, **toutes les principales économies empruntent aujourd'hui davantage par rapport à leur PIB qu'en 2007.**

Selon l'étude, **la croissance de la dette publique «va continuer à croître dans de nombreux pays, au vu des fondamentaux économiques actuels».**

- L'endettement du gouvernement au Japon, qui détient le record en la matière, devrait ainsi passer de 234% à 258% du PIB entre 2014 et

2019, d'après les projections de MGI.

- Celui de la France passera de 104% à 119% sur la même période, tandis que la dette publique allemande tombera de 80% à 68% de son PIB.

Concernant la Chine en particulier, Schaeuble a noté que «la dette a presque quadruplé depuis 2007 ajoutant que ce est « la croissance semble être construit sur la dette, tirée par le boom immobilier et d'ombre banques. »

- *Avec la Chine qui ralentit et les attentes d'un nouvel assouplissement monétaire et budgétaire augmentent de jour en jour , les préoccupations soulevées par Schaeuble peuvent ainsi amplifier d'ici là.*
- En Chine, la dette globale a explosé, atteignant 282% du PIB, sous l'effet des prêts accordés hors du secteur bancaire réglementé (shadow banking) ainsi que de la spéculation immobilière, passant de 7000 milliards de dollars à 28 000 milliards de dollars.
- La dette des entreprises chinoises se situe, par ailleurs, à un niveau très inquiétant puisqu'elle atteint 125% du PIB de la deuxième économie mondiale, soit «un des niveaux de **dette entrepreneuriale les plus élevés du monde**».

A noter dans ce cadre que la dette publique des pays africains demeure très modeste comparée aux niveaux enregistrés dans les économies développées.

www.veille.tn

uk.businessinsider.com

Raffinage : quand l'Europe perd pied

Anne Feitz / Journaliste | Le 16/04 LesEchos.fr

Total a annoncé jeudi la reconversion de sa raffinerie de La Mède. Entre 2008 et 2013, la capacité de traitement de la filière a baissé de 15 % sur le Vieux Continent.

La reconversion de la raffinerie Total de La Mède marque une nouvelle étape de la crise du raffinage en Europe. Depuis une dizaine d'années, le secteur est soumis à rude épreuve. Entre 2008 et 2013, la capacité de traitement de pétrole brut sur le Vieux Contient a baissé de 700 à 600 millions de tonnes (-15 %), par le biais de fermetures, de mises sous cocon, ou de réductions de capacités, selon les données de l'UFIP (Union française des industries

pétrolières).

Au total, 15 raffineries ont été touchées, dont 5 en France : [outre la fermeture de Dunkerque en 2010](#) , Total a aussi réduit de 25 % la capacité de Gonfreville (Haute-Normandie) en 2012 ; et le suisse Petroplus a fermé ses deux raffineries dans l'Hexagone, à Reichstett (Bas-Rhin) et Petit-Couronne (Haute-Normandie), en 2011 et 2013. Enfin le chimiste LyondellBasell a annoncé en avril dernier que sa raffinerie de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône) ne redémarrerait pas.

« L'Europe subit une forte baisse de la demande »

La fermeture de la Mède ne suffira toutefois pas à résorber les surcapacités européennes. « Nous estimons qu'il y a encore 150 millions de tonnes inutilisées », avance le président de l'UFIP, Francis Duseux. Sur les 79 raffineries qui tournent encore, 20 à 30 pourraient disparaître à l'horizon 2030-2040. « L'Europe subit une forte baisse de la demande de produits pétroliers, et on peut s'attendre à ce que celle-ci se poursuive », indique Francis Duseux.

La France pénalisée car elle produit trop d'essence

Le Vieux Continent est en outre confronté à la concurrence d'usines ultramodernes, construites au Moyen-Orient ou en Inde, ou encore à celle des produits pétroliers en provenance des Etats-Unis, liée à l'essor des gaz de schiste outre-Atlantique. La France est en outre pénalisée car elle produit trop d'essence, alors que le gazole y représente 75 % de la consommation. Résultat, même si les marges de raffinage sont remontées récemment (elles se sont élevées à 47 dollars au premier trimestre chez Total), le secteur reste structurellement déficitaire. L'UFIP estime ses pertes dans l'Hexagone à 700 millions d'euros par an.

Quelles seront les prochaines raffineries sur la liste ? Plusieurs fermetures ou réduction de capacités ont déjà été annoncées. L'américain Murphy Oil va fermer sa raffinerie de Milford Haven, au Pays de Galles en Grande-Bretagne qui traitait 130.000 barils par jour (bj). Le groupe libyen Tamoil a de même annoncé la fermeture de son usine de Collombey, en Suisse (155.000 bpj). ENI va reconvertir son usine sicilienne de Gela (129.000 bpj). Le groupe italien avait indiqué en juillet dernier qu'il comptait réduire ses capacités de 50 %. Outre Gela, les sites de Tarente et Livourne étaient dans le collimateur.

Enfin, Total a annoncé en février une division par deux de la capacité de Lindsey d'ici à fin 2016, moyennant 180 suppressions de postes sur 580.

Première baisse de la production de pétrole de schiste en 4 ans

Le 14 Avril 2015, par [Paolo Garoscio](#) [Le journal de l'économie.fr](#)

Le boom du gaz de schiste dont on nous parle depuis maintenant 4 ans pourrait bien être à l'orée de son déclin à en croire les projections de l'Agence Américaine de l'Energie (EIA). Pour la première fois depuis que les compagnies pétrolières se sont lancées corps et âme dans l'extraction du pétrole et du gaz de schiste par la technique, fortement controversée, de la fracturation hydraulique, cette production devrait baisser. Une mauvaise nouvelle pour les pétroliers déjà en crise.

L'EIA est quasiment formelle : la production de pétrole de schiste devrait atteindre 4,98 millions de barils par jour en mai 2015 contre les 5,02 millions prévues en moyenne pour le mois d'avril 2015. Et le gaz de schiste aussi devrait subir sa première baisse depuis le boom de la fracturation hydraulique aux Etats-Unis.

La faute au prix du pétrole brut qui a fortement chuté par rapport à juillet 2014. Il a perdu près de 60% de sa valeur ce qui a eu deux effets majeurs : d'un côté le baril de brut à des prix aussi peu élevés rend beaucoup moins rentable la fracturation hydraulique ; d'un autre côté les compagnies pétrolières souffrent de ces prix bas et revoient à la baisse leurs projets d'exploration dans l'attente d'une nouvelle hausse des prix.

Mais cette hausse ne devrait pas intervenir de sitôt selon l'Agence International de l'Energie (AIE) qui prévoit un baril de pétrole aux alentours des 70 dollars après 2020... Un prix qui reste encore très bas par rapport au pic de plus de 110 dollars le baril que le pétrole avait connu durant l'été 2014.

[Publié le 14 avril 2015 à 15h11 | Mis à jour le 14 avril 2015 à 15h11](#)

Le pétrole finit en nette hausse

Journal La Presse et AFP 14 avril 2015

Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mai a gagné 1,38 dollar, à 53,29 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Les cours du pétrole ont fini en nette hausse mardi à New York, les investisseurs se réjouissant de l'annonce d'un reflux de la production de pétrole de schiste américain à partir de mai.

Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mai a gagné 1,38 dollar, à 53,29 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Encouragée par l'affaiblissement du dollar mardi, suite à une statistique décevante sur les ventes de détail aux États-Unis, la hausse des prix a été principalement expliquée par la perspective d'un début de reflux de la production américaine.

«Le rapport du département de l'Énergie (lundi soir) semble mener le marché, il a annoncé un recul de 57 000 barils par jour de la production de pétrole de schiste» en mai, a déclaré Robert Yawger, chez Mizuho Securities.

«Ce sera le premier recul» depuis que l'administration américaine a commencé à compiler ces données sur le pétrole de schiste en 2013, a encore souligné M. Yawger.

Pour Michael Wittner, à la Société Générale, cette annonce a soutenu les cours, «non parce que les chiffres sont importants, mais parce que cela faisait tellement longtemps que le marché attendait l'impact sur la production de la chute régulière du nombre de puits en activité».

Le marché a d'autant plus réagi que «le pétrole de schiste est à la source de la surabondance mondiale actuelle de pétrole», a-t-il ajouté.

En dépit de cette annonce, les analystes de Commerzbank ont souligné que le risque d'une correction était «considérable». Ils ont noté que par rapport à l'excédent d'offre atteignant quelque 2 millions de barils par jour (mbj), le recul de la production de schiste américain ne serait qu'une «goutte dans l'océan».

M. Yawger a aussi noté qu'il fallait se préparer à l'annonce mercredi que les réserves de brut américaines avaient encore augmenté, ce qui serait un facteur de baisse, confirmant que le marché est saturé d'or noir.

Les heures à venir vont être «épiques», a surenchéri Matt Smith, chez Schneider Electric, notant que le marché suivrait également de près les statistiques chinoises sur le produit intérieur brut, les ventes de détail et la production industrielle - la Chine étant le premier pays importateur d'or noir.

Russie : les faillites se multiplient dans le secteur bancaire

Jean Michel Gradt / Journaliste | Le 17/04 LesEchos.fr

La banque centrale de Russie estime qu'une banque sur cinq rencontre des "difficultés. Elle a dû fermer cinq établissements en une semaine.

En février [la faillite de SB Bank, le 85e établissement bancaire de Russie](#) , avait suscité un certain émoi. Depuis, la situation a empiré. Le vice-président de la Banque centrale russe, Mikhail Sukhov, a estimé le 20 mars que 22 % banques et organismes de crédit rencontraient des "difficultés". Et de fait, les faillites se multiplient. Ainsi, la Banque centrale a-t-elle, vendredi encore, fermé deux petites banques; ce qui porte à cinq le nombre d'établissements mis en faillite en une semaine.

[Hansakombank, 648e banque du pays par les actifs, a été fermée car elle ne respectait pas la réglementation en termes de blanchiment d'argent](#) et constituait "*un maillon dans un nombre important de transactions douteuses effectuées par ses clients*", a expliqué la banque centrale dans un communiqué. [Sa consoeur Idealbank, classée 792e](#) , a connu le même sort car elle ne respectait pas les exigences de capital et menait une politique de crédit jugée trop risquée, selon la même source.

Lundi, la Banque centrale avait retiré leurs licences bancaires à Tikhookeanski Vnechtorgbank (340e) pour insuffisance de capital et à Transnatsionalny Bank (185e) et Ipotek Bank, toutes deux pour des transferts douteux vers l'étranger. Fin mars, Congress Bank et de Dagennergokbank -principale institution financière de la République du Daguestan, avaient été contraintes de baisser rideau pour "*violation des lois bancaires et politique de crédit risqué*".

Prêtes pour la concentration

Depuis le début de 2014, une centaine de banques ont disparu. Et ce n'est

qu'un début. [Interrogé mercredi par Bloomberg](#) , Christopher Weafer, associé principal chez Macro Advisory -un cabinet de consulting basé à Moscou, estimait : "*La Russie compte beaucoup trop de banques. Réduire leur nombre de 200 à 300 unités serait une étape très positive*". Le système bancaire russe comptait en effet à la fin du mois de mars 821 établissements. En majorité de taille très modeste - ce qui les rend vulnérable à la crise monétaire actuelle, ces établissements hérités de la libéralisation des années post-soviétiques se livrent souvent à des pratiques douteuses.

Un tel dégraissage présenterait l'avantage de renforcer la domination des grandes banques d'Etat comme Sberbank et VTB Group, vers qui se tournent les clients en quête de sécurité. Parallèlement certaines banques moyennes, comme Alfa Bank qui appartient au milliardaire Mikhail Fridman, ont fait savoir qu'elles étaient prêtes à participer à un mouvement de concentration dans le secteur. Vladislav Khokhlov, le directeur général adjoint Promsvyazbank (11e), a prédit une vague d'opérations dans les 18 prochains mois. Un déclencheur provoquera cette vague de M&A : l'inflation des créances douteuses. L'agence de notation financière Moody's a en effet estimé mercredi que le le taux de créances douteuses des banques russes atteindrait à 15 % à la fin de 2015 contre 9,5 % au début l'année.

Après l'effondrement du rouble de la mi-décembre, les autorités ont mis sur pied un vaste plan du secteur de 1.000 milliards de roubles (18,2 milliards d'euros) mais elles ont prévenu que cette enveloppe servirait à aider les banques à financer l'économie et non à sauver les établissements trop faibles.

[Pire que la bombe nucléaire ou que la fonte des glaces, voici ce qui pourrait entraîner la fin de l'humanité...](#)

16 avril, 2015

Posté par voltigeur , Les Moutons enragéd

On pourrait intervenir avec des mesures drastiques si on le voulait, mais qui le veut vraiment?

L'extinction de l'humanité pourrait provenir de l'acidité des océans,

en augmentation alarmante. C'est ce qu'une nouvelle étude relayée par nos confrères de L'Express.fr tend à démontrer.



[Selon une récente étude](#) menée par une équipe de l'Université d'Edimbourg, l'acidification des océans est plus qu'alarmante. Il s'agit de la forte concentration de dioxyde de carbone qui croît sans cesse alors que l'océan ne peut en ingérer qu'une certaine quantité.

Ce phénomène s'est déjà produit il y a 252 millions d'années à cause d'énormes éruptions volcaniques. Plus de 90% des espèces animales marines et plus des deux tiers des espèces terrestres avaient alors été rayées du globe, explique L'Express.fr.

En 250 ans, l'acidité des océans a déjà augmenté de 30%

Les récentes recherches scientifiques montrent que l'augmentation des gaz à effet de serre générée par les activités humaines est de nos jours responsable de cette acidité. Selon Matthew Clarkson, géophysicien à l'Université d'Edimbourg, les résultats « sont préoccupants ».

En 2008, [le projet EPOCA](#) (Projet européen sur l'Acidification des Océans) révélait déjà que l'acidité des océans avait augmenté de 30% en 250 ans, depuis le début du développement industriel. Concrètement, cette évolution est constatée sur la faune marine. Les

coquillages et les coraux se dissolvent progressivement. Le carbonate, leur principal composant, est rongé par l'acide des océans.

Cette évolution menace toute la chaîne alimentaire, dont l'homme fait partie. Or, la pêche nourrit 820 millions de personnes dans le monde, **selon la FAO** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Si la dernière grande extinction, dite de Permien Triasique, s'est étendue sur 60 000 ans, l'acidification des océans a joué un rôle majeur dans l'extinction de l'humanité. Il a en effet entraîné une perte massive d'oxygène et une hausse importante des températures, explique encore.

Source : L'Express.fr via levif.be.

Tout le CO₂ émis lors de la combustion de pétrole, de charbon ou de gaz, ne reste pas dans l'atmosphère. D'après l'Unesco, près de 26% serait absorbé par les océans. La dissolution du CO₂ dans l'eau de mer génèrerait la formation d'acide carbonique, facteur responsable de l'acidification de l'eau. Ce qui déjà engendre des disparitions d'espèces et à terme en engendre de plus en plus...

Les changements dans l'océan s'accélèrent comme jamais au cours des 25 millions d'années passées !

Une petite vidéo ? Elle finira de vous convaincre !



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=7jyZTu9q2rU

Terminons sur une note positive, enfin qui pourrait l'être si l'homme s'en donnait les moyens :

[On pourrait sauver la planète avec 1% du PIB...](#)

Sauver la planète ne coûterait pas cher selon les experts de l'OCDE ! Dans son dernier rapport, l'Organisation des pays développés (OCDE) détaille les évolutions prévisibles pour 2030. Au menu : réchauffement, biodiversité en baisse, ressources en eau...

Quelques sujets liés à l'eau et aux océans, passionnant tout simplement :

[Des déserts sur Terre beaucoup plus grand que le sahara...](#)

Les plus grand déserts ne sont pas sur Terre mais sous l'eau. Les espaces océaniques où la faune et la flore sont presque absentes s'agrandissent encore plus vite que prévu par les modèles les plus pessimistes...

[Découverte de vortex géants, dans l'océan...!](#)

Des scientifiques américains, ont découvert au large de la Guyane et du Suriname deux tourbillons géants. C'est une découverte sensationnelle car cette partie de l'océan n'a plus aucun secret pour eux et ce phénomène ne devrait pas apparaître..

[Le gaz de Brown peut changer le monde... !](#)

Le gaz de Brown peut changer le monde... ! « L'eau sera un jour un

combustible » avait écrit Jules Verne en 1875, dans L'Île mystérieuse. Un siècle plus tard, cette intuition qu'« il y a du feu dans l'eau » obsède les chercheurs...

D'énormes océans sous la surface de la terre ...

D'énormes océans sous la surface de la terre ... Des scientifiques ont découvert des océans cachés profondément à l'intérieur de la planète. Ces grandes étendues d'eau seraient situées à une profondeur de plus de 1.000 kilomètres sous la surface de la Terre...

Un vaste réservoir d'eau dans les entrailles de la Terre...

Découverte d'un vaste réservoir d'eau dans les entrailles de la Terre... En analysant l'atténuation d'ondes sismiques dans le manteau terrestre, un sismologue américain révèle, grâce au premier modèle 3D du genre, l'existence d'un réservoir d'eau aussi...

Dessalement, bientôt la mer à boire...

Dessalement, bientôt la mer à boire... L'eau douce va se faire rare ? Nous boirons l'eau de mer dessalée. C'est déjà ce que font les habitants des pays du golfe Persique et de la côte californienne... Et même les Européens, qui s'équipent de gigantesques...

Bientôt, la guerre de l'eau...

Après la guerre du feu, bientôt, la guerre de l'eau... Les hydro dollars ...

Invasion de méduses géantes...

Elles mesurent 2 mètres de diamètre, elles sont au nombre impressionnant de 500 000 millions dans la mer du Japon. Mais c'est par milliards que des méduses ont envahi un élevage de saumons en Irlande. Cette nappe vivante s'étendait sur 27 km²...

Comme toujours, c'est à vous de juger...

Auteur **Merlin** pour [Homme-et-Espaces](#)

Sur l'[acidification des Océans, plusieurs articles](#)

Et sur [nature-alerte](#)

Hier matin vers 07h 00 des millions de crevettes mortes se sont échouées sur la plage de Playa Brava à Iquique au Chili, laissant derrière elles une

large bande de couleur rouge morbide et effrayante.

Les scientifiques sont totalement déconcertés par cette nouvelle hécatombe apocalyptique, en effet la raison de cette mortalité massive est totalement inconnue.